

# RAPPORT D'ACTIVITE 2020

---

« Étendre le  
mouvement de l'Eau  
Bien Commun »



---

Coordination EAU Ile-de-France  
103 bis rue de Charenton, 75012 Paris  
<https://www.eau-iledefrance.fr>  
[coordination@eau-iledefrance.fr](mailto:coordination@eau-iledefrance.fr)  
09.80.48.71.26



# **EDITO...**

## *Une année dynamique pour l'eau publique et citoyenne*

*Malgré la crise sanitaire qui a freiné nos activités sur le terrain tout au long de l'année, 2020 a connu des avancées marquantes pour l'eau bien commun.*

*Notre association avec d'autres acteurs associatifs locaux comme le collectif pour une gestion publique de l'eau à Versailles/Saint-Quentin-en-Yvelines ou nationaux comme la Coalition eau, la Fondation Danielle Mitterrand ou encore le Pacte pour la transition a réussi à mettre les enjeux de l'eau dans la campagne des élections municipales dans plusieurs dizaines de villes d'Île-de-France. Sur cette lancée, la perspective de création de régies publiques de l'eau dans les territoires d'Est Ensemble et du Grand-Orly-Seine-Bièvre a été relancée.*

*La crise sanitaire liée au COVID19 a donné un éclairage important au dixième anniversaire de la reconnaissance du droit humain à l'eau et à l'assainissement par l'ONU. Les inégalités insupportables dans l'accès à l'eau dans le monde mais aussi en France sont apparues au grand jour. Et l'exigence de rendre effectif pour tou.te.s ce droit humain s'est exprimée plus fort que jamais.*

*Enfin un travail de fond a été mené tout au long de l'année avec de nombreuses associations étudiantes et les administrations des universités, pour l'élaboration du label Université bleue. Objectif: parvenir à zéro bouteille plastique dans les campus en mettant en place des solutions alternatives (gourdes, fontaines).*

## *Le Bureau de l'association :*

**Edith Félix et Daniel Hofnung, Coprésident.es**

**Joël Josso, Secrétaire**

**Denis Brochier, Trésorier**



## *Sommaire :*

- I. En route vers une gestion publique et démocratique de l'eau*
- II. Droit à l'eau et Covid 19*
- III. Partages autour de l'eau*
  - A. Université de l'eau bien commun*
  - B. Label « Université bleue »*
  - C. Ecolo, c'est économe*
  - D. Eau & climat*
- IV. Le budget 2020*
- V. L'équipe salariée et les volontaires en service civique*

## I- En route vers une gestion publique et démocratique de l'eau...

« A l'initiative de notre association, les questions de l'eau ont été abordées au moment des élections municipales, ce qui a permis des avancées importantes à la suite. » - - **Jean-Claude Oliva -**  
**Directeur**

### EAU MUNICIPALES 2020

A l'occasion des élections municipales, la Coordination EAU Île-de-France a développé la campagne "eau municipales 2020". Le retour en gestion publique, le droit à l'eau pour tous, la place de l'eau en ville, autant d'enjeux sur lesquels la Coordination EAU Île-de-France a demandé aux têtes de listes de s'engager en remplissant [un questionnaire en ligne](#). Dans un second temps, ces engagements ont été publiés et accessibles [via une cartographie, ville par ville](#). Notre association a produit aussi [une analyse détaillée des questions posées et des ressources](#) pour aider les candidat.e.s à former leur opinion.

Résultat, des dizaines d'élus se sont engagés pour l'eau: en Île-de-France, 49 listes ont répondu, dans 25 villes, 7 territoires de la métropole du Grand Paris et une autre intercommunalité! Les maires de Bagnolet, des Lilas, de L'Île-Saint-Denis, du Kremlin-Bicêtre, de Pantin, de Romainville et de Villejuif ont pris des engagements sur l'eau en remplissant le questionnaire. Mention spéciale pour le maire de Bordeaux qui a répondu aussi au questionnaire !

Beaucoup de réponses proviennent d'Est Ensemble : 20 listes ont répondu dans 8 villes (sur 9) et de Plaine commune: 16 listes ont répondu dans 7 villes (sur 9). A cela, il faut ajouter [les réponses au questionnaire du collectif pour une gestion publique de l'eau à Saint Quentin en Yvelines](#): 15 listes se sont exprimées dans 11 villes (sur 12). Enfin 6 listes dans 4 villes ont répondu aux questions de [l'Association pour le retour de l'eau en régie publique dans la vallée de la Seine](#).

Au-delà du choix du mode de gestion (auquel tou.te.s les candidat.e.s ne sont pas forcément confronté.e.s), le questionnaire a offert la possibilité de s'exprimer sur des mesures concernant le droit à l'eau ou la place de l'eau dans la ville, qui concernent directement les élus locaux.

Suite aux élections municipales et au renouvellement du conseil de territoire d'Est Ensemble, Jean-Claude Oliva, directeur de la Coordination EAU Île-de-France, est devenu Vice-président en charge de l'eau et de l'assainissement. Cette désignation marque une reconnaissance de l'action animée par notre association depuis la création d'Est Ensemble en 2010 et a valeur d'engagement dans la transition vers la gestion publique.

### BRAS DE FER

Plaine Commune décide lors de son conseil de territoire du 9 septembre de retourner au SEDIF : la Coordination EAU Île-de-France participe la veille à [un rassemblement de protestation](#), organisé par les collectifs eau publique de Plaine commune, qui réunit 200 personnes à Saint-Denis.

Au dernier trimestre 2020 se déroule un bras de fer à Est Ensemble et à Grand Orly Seine Bièvre pour éviter le retour au SEDIF et confirmer le choix de la gestion publique. A l'initiative de notre association et des collectifs eau publique, [une lettre ouverte](#) est adressée aux élu.e.s d'Est Ensemble. Les conseils municipaux des Lilas, de Bagnolet et du Pré Saint Gervais adoptent [un vœu pour confirmer le choix de la régie publique](#). Un rassemblement est organisé devant le conseil de territoire malgré la pandémie. Neuf maires du Grand Orly Seine Bièvre lancent [un appel pour créer les conditions d'un débat démocratique](#), demandant notamment un délai supplémentaire d'un an avant la décision définitive. Le 24 novembre, plus de 70 élu.e.s, militant.e.s et citoyen.ne.s du Grand Orly Seine Bièvre se réunissent en visioconférence et publient [le communiqué "une formidable chance à portée de main"](#).

A Est Ensemble, la mise en place d'un dispositif innovant comprenant, à la demande expresse de notre association, des experts de la gestion publique permet de constater que les hypothèses soumises jusque-là aux élu.e.s étaient "maximalistes" et construites sur la base des conditions posées unilatéralement par le SEDIF.

Finalement un cap est franchi, les deux territoires reportent leur décision d'un an pour engager des discussions directes avec le SEDIF et les autres parties prenantes (Eau de Paris, préfet de région...) à Est Ensemble et pour consulter les populations des neuf villes concernées à Grand Orly Seine Bièvre. Dans les deux cas, les préparatifs pour la mise en place de la régie publique sont lancés en parallèle.

## FOCUS SUR L'ESSONNE

L'actualité et les enjeux de la gestion publique ne se limitent pas au SEDIF. Des évolutions importantes et favorables ont lieu en Essonne depuis plusieurs années et s'accroissent fortement. Pour mieux les saisir, la Coordination EAU Île-de-France a organisé un webinar samedi 28 novembre avec la participation de Philippe Rio, maire de Grigny et Vice-président de Grand Paris Sud, en charge du développement durable, du cycle de l'eau, de la biodiversité et de la production d'énergie. A cette occasion, Pascal Grandjeat, secrétaire de l'association eau publique Orge Essonne, a été désigné référent départemental de la Coordination EAU Île-de-France.

La régie de l'eau Grand-Paris-Sud, créée en 2013, couvrait jusqu'ici six communes (Bondoufle, Evry-Courcouronnes, Grigny, Lisses, Ris-Orangis et Villabé). Le vote du [conseil communautaire de l'agglomération](#), le 15 décembre, étend la régie à sept nouvelles communes : Corbeil-Essonnes, Le Coudray-Montceaux, Cesson, Lieusaint, Nandy, Savigny-le-Temple et Vert-Saint-Denis. Cette adhésion sera effective le premier janvier 2022. Régie de l'Eau Grand-Paris-Sud, deuxième régie d'eau francilienne, couvrira alors les besoins de près de 270 000 habitants. Soit plus des trois-quarts des 350 000 habitants de l'agglomération.

En dix ans, on est passé des 3660 habitant.e.s de Briis sous Forges desservi.e.s par une régie publique à la moitié des habitant.e.s de l'Essonne, soit plus de 650 000 personnes! La question de construire une capacité publique de production d'eau potable est maintenant posée.

## II- Droit à l'eau et Covid 19

« La crise sanitaire du Covid 19 a révélé les inégalités terribles qui existent en France et dans le monde pour l'accès à l'eau et à l'assainissement. Dix ans après sa reconnaissance par l'ONU, l'application du droit humain à l'eau et à l'assainissement est plus que jamais à l'ordre du jour. » - - **Jean-Claude Oliva**  
- **Directeur**

L'année 2020 marque les 10 ans de la reconnaissance par les Nations Unies du droit humain à l'eau potable et à l'assainissement (Résolution du 28 juillet 2010). Cet anniversaire s'est déroulé dans des conditions bien particulières avec la pandémie du Covid 19. Cette situation a révélé des inégalités et des injustices insupportables dans le monde et dans chaque pays.

### LA CAMPAGNE L'EAU EST UN DROIT

A l'occasion des 10 ans du droit à l'eau, un collectif de plus de 30 associations a lancé la campagne « [L'eau est un droit !](#) ». Son objectif ? Mobiliser le gouvernement français et interpeller les candidat.e.s aux élections municipales en France au travers d'un [Manifest'eau](#) comprenant cinq recommandations clés. La Coordination EAU Île-de-France a participé à cette campagne aux côtés de la Coalition Eau, de la Fondation Danielle Mitterrand - France Libertés et de nombreuses associations. La campagne s'est déclinée à deux niveaux. Au niveau local, engageant les acteurs des territoires et les collectivités. 52 maires (dont Bordeaux, Tours, Poitiers, Lyon, Grenoble, Lille, Rennes) ont signé le [Manifest'eau](#) que la Coordination EAU Île-de-France a relayé via sa propre campagne EAU MUNICIPALES 2020 et son questionnaire en ligne. Au niveau national, engageant les ONG de coopération internationale et d'éducation au développement et à la solidarité internationale, auprès du gouvernement et instances nationales.

[Lire le communiqué commun](#) publié le 28 juillet 2020 pour les dix ans de la reconnaissance du droit humain à l'eau et à l'assainissement.

### JUSTICE DE L'EAU AU TEMPS DU COVID 19

L'épidémie de Covid-19 et sa prise en charge révèlent les plus grandes injustices du monde. Dans le cadre du projet planète bleue, le 3 avril 2020, [un webinaire international](#) auquel a participé notre association, a permis à des activistes au sein de populations confrontées à l'exclusion et à la pauvreté, au Chili, aux Etats-Unis et en Afrique du Sud, de témoigner et de faire grandir la solidarité.

En France, la crise sanitaire démontre la nécessité d'une reconnaissance juridique du droit à l'eau potable et à l'hygiène pour tous sur le territoire, tant métropolitain qu'ultra-marin, ont estimé 40 associations françaises dont la Coordination EAU Île-de-France dans [une tribune parue dans Libération mercredi 13 mai](#). La responsabilité essentielle de l'Etat a été rappelée et la situation dramatique dans les Outre-mer a été dénoncée.

Notre association a aussi co-signé [un Appel mondial aux gouvernements](#) pour protéger les personnes contre le Covid 10 en réalisant le droit humain à l'eau, dans le cadre des campagnes de End of water poverty.

Le 17 mai, Edith Félix, co-présidente de la Coordination EAU Île-de-France, est intervenue dans un webinaire international à l'invitation de Rajendra Singh, l'homme de l'eau en Inde, sur le thème "confinement de la pandémie du covid 19 : une bénédiction déguisée pour la restauration des sentiments religieux des rivières Ganga et Yamuna et pour la soutenabilité".

Enfin la thématique du droit à l'eau et du Covid 19 a fait l'objet d'une intervention de Jean-Claude Oliva dans le cadre du Master Gedelo (gestion de l'eau et développement local) de l'université Paris Nanterre.

### III- Partages autour de l'eau...

*« La plupart du temps, les participant.e.s à nos ateliers n'ont pas ou peu conscience des problématiques et des enjeux de l'eau en Île-de-France. Nos conférences-débat et ateliers permettent aux citoyen-ne-s d'être au plus près des enjeux de leur territoire et ainsi de concevoir des solutions garantissant une gestion responsable et une meilleure protection de la ressource. » - Vanessa CHARLOTTE – Cheffe de projet*

#### A. Université populaire de l'eau bien commun – UPEBC

De la même façon que les saisons précédentes, l'université populaire se déploie sous deux formats différents : des ateliers et des séminaires réunissant plusieurs spécialistes, souvent en partenariat avec d'autres associations ; des conférences-débats et projections-débats pour un public plus large. Ces différents formats permettent d'agréger des participants de haut niveau et de toucher des publics divers. Deux types de public sont généralement touchés : un public militant associatif et un public jeune (étudiants, enseignants).

L'objectif général de cette initiative est de sensibiliser à une nouvelle culture de l'eau au travers de différents enjeux dessinant la notion d'eau bien commun. Il s'agit notamment d'aborder trois thématiques qui peuvent se recouper.

**La participation des citoyen.nes** à la vie politique pour laquelle la gestion de l'eau, au travers des conflits qui l'émaillent, est riche d'enseignements. On pense irrésistiblement au slogan du mouvement italien pour l'eau lors du référendum de 2011 : « cela s'écrit eau, cela se lit démocratie ». Cela pose fondamentalement la question de la démocratie que nous voulons. Cette thématique a été au cœur du second cycle de l'UPEBC, au premier trimestre 2020. Elle est également fortement inscrite dans la préparation de la marche Jai Jagath (qui a malheureusement été interrompue à la mi-mars à cause de la pandémie du Covid-19).

**Le modèle économique pour gérer les biens publics.** Quelle est la portée, le sens du modèle parisien d'entreprise publique de l'eau ? Quelles comparaisons peut-on établir avec les autres régies publiques qui se développent un peu partout en France et dans le monde ? Elle a été abordée notamment dans les ateliers de préparation de la campagne "l'eau ne se mérite pas, c'est un droit".

La troisième est celle **de l'eau et du climat** qui pose de façon concrète la question de la ville durable et de l'avancée vers la transition écologique. Il s'agit d'expliquer comment le cycle de l'eau et le climat sont liés au niveau local et global ; de présenter des alternatives positives, venues du monde entier, de restauration du climat en rendant l'eau à la terre ; de montrer que la gestion de l'eau au sens large est

un bon levier d'action sur le climat, pour les citoyens, les associations et les collectivités. Cette thématique devait être au cœur du troisième cycle de conférences-débats de l'UPEBC, au second trimestre 2020 qui n'a malheureusement pas pu se tenir du fait de la crise sanitaire.

Séances tenues en 2020 (de janvier à mars) : L'irruption citoyenne dans la gestion de l'eau

Avec un atelier participatif, une conférence-débat et une rencontre, le premier cycle 2020 de l'Université populaire de l'eau bien commun à Paris a été consacré à l'irruption citoyenne dans le monde de l'eau qui est la raison d'être de notre association.



**6 février – Le Parlement de la Seine – séance réalisée au Théâtre de la cité internationale, salle de la Resserre, 17 Bd Jourdan, Paris.**

La Seine est fortement impactée par les pollutions et impacte à son tour la mer. Les législations actuelles montrent leurs limites concernant sa préservation. En s'inspirant des droits de la Nature et en considérant l'écosystème fluvial comme une entité juridique, l'atelier vise à imaginer et à expérimenter un nouveau dispositif, le parlement de Seine. Comment pourrait-il fonctionner ? Quels sujets porterait-il ? Avec la participation de Coal (coalition art et écologie), Eau de Paris, Fondation France libertés, la péniche Alternat, H2O (magazine en ligne), la Seine n'est pas à vendre, la péniche Petit bain, la péniche Tabord, la péniche itinérante Urban boat, collectif MU... **25 participant-es (8 hommes, 17 femmes)** En partenariat avec Ocean Stream qui a mis en place l'exposition "Seine, repenser notre lien à l'océan depuis Paris" dans le même espace.



**18 février - La nébuleuse bleue - Conférence-débat avec Cécile Tindon au Café atelier**

**associatif le Dorothy, 85 bis rue de Ménilmontant, Paris.**

Comment s'est constitué et a évolué le mouvement associatif et citoyen autour de l'eau en France depuis les années 90 ? L'expression nébuleuse bleue renvoie à sa nature composite. Les mobilisations pour l'eau potable contribuent à une réflexion d'ordre général sur l'eau, en ouvrant un débat sur le mode gestion, une interrogation de la qualité de l'eau, de son partage, de sa protection. Pour quelle efficacité ? La nébuleuse bleue a rendu la question de l'eau discutable, en remettant en cause le monopole de la citadelle technique. Cécile



Tindon a soutenu la thèse de sociologie "S'engager pour l'eau potable : de l'indignation à la régulation civique" à Strasbourg en juillet 2018. **20 participants, 13 femmes, 7 hommes.**



**3 mars - Les voix citoyennes de l'eau -**  
Résidence de l'eau, Hôtel de ville du 10e  
arrondissement, Paris.

La rencontre finale du cycle le 3 mars a permis de revenir sur la démarche de la Coordination EAU Île-de-France et de l'approfondir. Auparavant la conférence-débat du 18 février a donné le contexte plus général des mobilisations pour l'eau en France. Et l'atelier participatif du 6 février a permis d'expérimenter un nouveau dispositif de sensibilisation et d'action.

## **B. Le label « Université bleue »**

Le projet « **Université Bleue** » s'est poursuivi avec ses activités habituelles de **sensibilisation** et s'est développé de façon importante avec son volet **action**. L'objectif étant de parvenir à terme à **stopper toute vente et distribution de bouteilles en plastique** au sein des établissements dans lesquels nous intervenons, en créant un courant d'opinion des étudiant.e.s dans ce sens et en initiant la réalisation d'alternatives (fontaines et gourdes) dans les campus.

Via leurs associations, les étudiant-es sont fortement impliqué.e.s dans le projet avec la constitution de groupes de travail pour mener des actions de terrain comme la mise en place des fontaines à eau. Les groupes de travail, composés d'étudiant.e.s de différents campus à travers l'Île-de-France, permettent aussi de créer un réseau d'informations, des échanges de bonnes pratiques et d'organiser des rencontres entre étudiant.e.s pour créer une vraie mobilisation étudiante. Ils permettent aussi plus d'efficacité pour des actions locales. Ces actions se font en plusieurs étapes avec l'observation des comportements sur le terrain notamment grâce à un sondage sur la consommation d'eau dans les campus et des enquêtes environnementales et économiques, l'écriture d'une charte « Université Bleue », l'analyse des solutions alternatives et la mise en place des actions avec les fournisseurs de fontaines et les acteurs concernés dans les campus (Vice-président développement durable, logistique, etc.). Cela permettra de disposer d'une réelle force de proposition (pour la labellisation « Université

Lire <https://eau-iledefrance.fr/la-nebuleuse-bleue/>

Rencontre avec Jean-Claude Oliva (directeur de la Coordination EAU Île-de-France) Depuis sa création en 2008, la Coordination EAU Île-de-France vise à faire entendre et prendre en compte l'avis des citoyen-nes. Cela passe par la recherche constante de leviers politiques pour peser sur les décisions. Retour sur cette démarche, ses succès et ses limites. Dernier exemple en date, pour les élections municipales, un questionnaire a été adressé aux candidat-es. Ses premiers résultats seront rendus publics à cette occasion.

**15 participant-es (8 femmes, 7 hommes).**

Lire : [EAU MUNICIPALES 2020 | Coordination EAU Île-de-France \(eau-iledefrance.fr\)](#)

bleue » de leur établissement) qui pourrait permettre l'installation de fontaines à eau et l'arrêt définitif de la vente et de la distribution de bouteilles en plastique au sein des établissements.

## Deux rendez-vous dans les universités

Mercredi 29 janvier 2020 - Sorbonne Nouvelle - Journée Bien-être, **40 questionnaires remplis, 30 gourdes distribuées, 2 inscrits au projet.**

Jedi 5 Mars 2020 au campus Edouard Vaillant, **30 personnes contactées, 10 gourdes distribuées, 4 inscrit.e.s au projet.**

Dans ces stands, nous avons affiché le poster du projet *Université bleue* (ci-dessous), ainsi qu'une exposition "A l'eau Maman, bobo", une BD faite en partenariat avec le magazine Causette qui sensibilise aux problématiques liées à l'utilisation de l'eau en bouteille.

Cette année universitaire a été marquée par de multiples événements qui ont eu un impact sur l'avancée de notre projet et ont diminué de façon importante nos actions. Ce sont les grèves des transports intervenue de décembre 2019 à février 2020 et surtout la crise sanitaire.

De nombreux stands et événements ont été annulés ou n'ont pu être programmés



---

## Développement du projet

Pour la nouvelle session du projet, débutant en septembre 2020 avec une nouvelle équipe de volontaires en service civique, l'objectif était de lancer la procédure pour parvenir à la création du label, courant mars / avril 2021.

### 1. Création du label

Au début de la mission, il a fallu finaliser en priorité les documents liés à la création du label et à son dépôt pour l'INPI (protection du label sur le volet industriel et commercial) ainsi que pour Creative Common, organe chargé de protéger cette fois-ci le volet intellectuel du label en organisant son mode d'usage pour les futurs établissements labellisés sur la base d'un contrat de licence (tel que l'utilise wikipédia, plateforme où les utilisateurs jouissent de certains droits de créations et d'utilisation).

Ce faisant, nous avons rédigé un règlement d'usage, un référentiel alimenté par une grille d'évaluation et une charte graphique, respectivement pour les conditions d'utilisation du label Université bleue, les règles entourant l'appropriation du label (de la candidature à la vie du label en passant par sa valorisation grâce aux acteurs partenaires) ainsi que la typologie du logo assortie de sa hiérarchisation visuelle, en vue d'une utilisation tripartite (l'association étudiante, l'administration de l'établissement et la Coordination EAU Île-de-France). Quand le travail de rédaction sera finalisé, le dossier sera envoyé aux juristes spécialisés dans la création et le dépôt de labels, ainsi que leur protection juridique en vue d'une bonne et stable utilisation pour le futur, à la manière d'un brevet ! Il est important que ce travail soit précis pour éviter de mauvaises surprises dans quelques années...

Les documents cadres déposés sur la plateforme Creative Common permettront aux associations étudiantes de faire évoluer le label au sein des établissements d'études supérieures. Ces documents sont actuellement révisés par les étudiants engagés dans le projet et ont été mis à disposition dans un dossier partagé pour les administrations en course pour la labellisation la semaine du 26/10/2020 (Sciences Po, Sorbonne Nouvelle, Université de Nanterre, l'Université de Saint Denis et Sup'Biotech) ainsi qu'à l'Université de Montpellier. Les administrations universitaires et les associations étudiantes ont ainsi pris connaissances de ces documents. Celles-ci ont été conviées à lire, et à apporter leurs critiques positives ou négatives quant aux recherches que nous avons réalisées, et à nos documents cadres. L'objectif est d'entamer un partenariat étroit avec eux, de les pousser à collaborer pour les introduire dans notre projet de la meilleure des façons qu'il soit. Par ailleurs, des négociations avec l'administration de l'Université de Paris ont été entamées.

Pour nous accompagner dans cette construction de label, il a été fait appel au laboratoire d'entraide juridique pour les communs qui regroupe des collectifs citoyens et des juristes.

### 2. Campagne de communication

Le projet *Université bleue* a débuté en septembre par une mise en oeuvre délicate compte tenu des circonstances de la crise sanitaire. Les interventions auprès des établissements universitaires ont été tout simplement annulés, la possibilité de rencontrer des partenaires a été rendue quasiment impossible. Il a fallu alors s'armer des outils à notre disposition : site web, réseaux sociaux, mailing afin de maintenir le lien avec les associations étudiantes partenaires du projet et les services de développement durable des Universités.

---

Nous avons redémarré le travail collaboratif des documents cadre du label (règlement d'usage, référentiel, critères de labellisation et charte) avec les étudiants et les administrations universitaires en charge des projets RSU sur leur campus, grâce à l'organisation de réunions en visio-conférence. Ces échanges ont permis une avancée dans la définition des documents. L'objectif étant de traiter de la faisabilité du projet pour pouvoir passer à l'étape suivante, à savoir le dépôt du label officiel à l'INPI et sur la plateforme Creative common.

Enfin, les campagnes de communication pour sensibiliser les étudiant.e.s à une meilleure gestion de l'eau et à une connaissance approfondie des enjeux entourant l'exploitation de cette ressource, se sont poursuivies. Les étudiant.e.s ont été incités à créer leur propre campagne de communication. Des journalistes ont été contactés afin d'augmenter la visibilité du projet Université bleue.

### **3. Le potentiel européen :**

Les liens existants avec les différents partenaires (belges, italiens et espagnols) du mouvement européen pour l'eau ont été renforcés par la rédaction et le dépôt d'un projet Erasmus + visant notamment à développer le label université bleue en Europe.

## **C. ECOLO, C'EST ÉCONOME !**

En 2020, nous sommes intervenu.e.s régulièrement dans neuf lieux - trois cafés associatifs, trois centres sociaux, deux espaces d'animation et un bailleur social - répartis sur cinq arrondissements parisiens - 11e, 12e, 13e, 18e, 20e. Nous avons également été sollicité.e.s pour animer plusieurs ateliers et stands dans d'autres lieux de manière ponctuelle, à Paris et en région parisienne.

### **Les activités du projet *Ecolo c'est économe* ont été bouleversées tout au long de l'année**

En effet, au début du mois de janvier, le public ne pouvait pas être au rendez-vous de nos ateliers, du fait de la grève des transports et du mouvement social contre la réforme des retraites... Ensuite, à la mi-mars, le premier confinement pour lutter contre l'épidémie de Covid-19 a stoppé toutes nos activités et nous n'avons pas pu reprendre tout de suite au moment du déconfinement en mai. Pendant les vacances scolaires d'été, nous ne faisons pas d'ateliers car nos lieux partenaires sont fermés et le public absent. Nos activités ont donc repris début septembre avec l'arrivée des deux nouvelles volontaires en service civique chargées du projet *Ecolo, c'est économe*. Cependant, la crise du coronavirus a rendu le public un peu plus hésitant à participer aux ateliers et il était plus difficile d'organiser des ateliers avec les nouvelles mesures sanitaires - distanciation, limitation du nombre de participant.e.s, couvre-feu... Enfin, à partir de novembre le second confinement nous a obligé à arrêter à nouveau les ateliers en présentiel mais nous avons choisi de continuer nos actions et de maintenir du lien social dans cette période compliquée en réalisant des ateliers en vidéo.

### **Pour le re-confinement de novembre, des ateliers adaptés au format web**

L'objectif était de maintenir un lien social pendant le confinement tout en proposant à nos lieux partenaires de maintenir une activité. Nous avons ainsi réalisé un atelier web avec l'ENS Torcy pour des enfants au sein d'une même famille.

Nous avons choisi de réduire la durée des ateliers à 1h (au lieu de 2h) et de limiter le nombre de participant.e.s à cinq afin d'avoir de meilleures conditions d'écoute et d'échange.

L'atelier se divise en deux parties : une première au sein de laquelle nous réservons 20 min pour présenter l'association et nos projets ainsi que sensibiliser aux problématiques de l'eau. Nous réalisons ensuite une recette (réfléchi en relation avec le confinement et les produits que les gens détiennent potentiellement chez eux) et le temps restant est consacré à la discussion et à l'échange avec les participant.e.s.

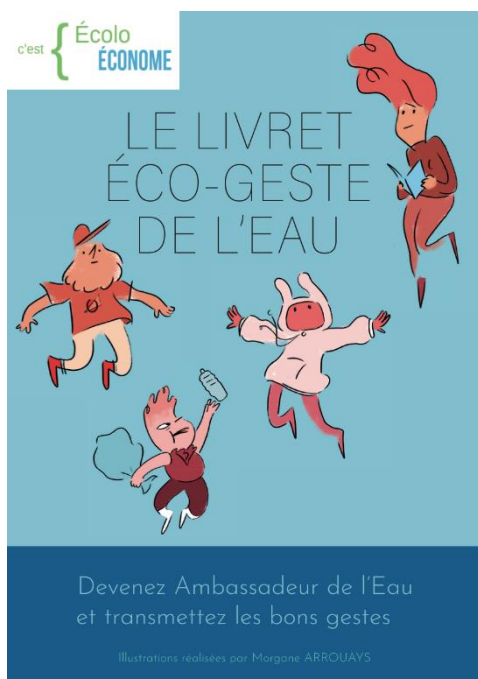
Nous avons mis en place trois ateliers par semaine à partir du 14 novembre jusqu'au 23 décembre, répartis sur six thèmes : la lessive, le déodorant, les nettoyants multi-surface, les soins des cheveux, les masques pour le visage et les usages multiples de l'huile d'olive. Ces thèmes ont été choisis pour répondre au mieux aux conditions du confinement. Nous avons proposé différents horaires afin de toucher un public varié et nous avons adapté le thème de chaque atelier au public visé.

### Une communication dynamisée

Avec la nouvelle équipe de services civiques, nous avons dynamisé notre présence sur les réseaux sociaux et créé une page Facebook et un compte Instagram spécialement dédiés au projet *Ecolo, c'est économe*. Nous avons également réalisé un certain nombre de visuels de communication pour nos différentes actions ainsi qu'une nouvelle version du livret de recettes, qui est remis aux participant.e.s à la fin des ateliers, avec de nouvelles recettes, des conseils pour prendre soin de sa peau et un visuel plus tourné vers l'eau. En partenariat avec une graphiste, nous avons également conçu un livret des éco-gestes de l'eau, dans lequel nous donnons des conseils pratiques et simples à appliquer pour devenir un.e éco-citoyen.ne de l'eau.

Des affiches permanentes ont été réalisées pour nos lieux partenaires (le Dorothy et le Kiosque citoyen) ainsi que des affiches promotionnelles pour nos stands avec Paris Habitat.

Nous avons également communiqué nos ateliers sur les réseaux sociaux en suivant l'esthétique d' *Écolo, c'est économe*.



- Livret éco-geste
- Livret de recettes : <https://en.calameo.com/read/00445337438b2505b6495>
- Communications promotionnelles du projet : [Communication - Google Drive](#)
- Présentation aux bailleurs sociaux - Paris Habitat: <https://drive.google.com/file/d/16mDR-XGxwRNalLsi19FRW9HKybVJz3c7/view?usp=sharing>
- Grand public via les réseaux sociaux:
  - Facebook : <https://www.facebook.com/ecolocesteconome>
  - Instagram : [https://www.instagram.com/ecolo\\_cest\\_econome/](https://www.instagram.com/ecolo_cest_econome/)
- Envers les entreprises: [https://drive.google.com/file/d/1Bn3eLhOdQ6TX\\_ucxVro26CqFjbgAUhJO/view?usp=sharing](https://drive.google.com/file/d/1Bn3eLhOdQ6TX_ucxVro26CqFjbgAUhJO/view?usp=sharing)

## D. Eau & Climat

2020 a vu s'achever [le projet européen Erasmus+ "groupe d'engagement sur l'eau et le climat"](#) mené par la Coordination EAU Île-de-France avec **EAU Bien Commun AURA** - Auvergne Rhône-Alpes, France, **The Flow Partnership** - Devon, Royaume-Uni et **L'udia a Voda** (peuple et eau) - Košice, Slovaquie.

[Une formation en ligne](#) a été mise en place et a été présentée lors d'un webinaire le 16 juin par Edith Félix et Daniel Hofnung, co-président.e.s de notre association, et Amandine Fontaine, chargée de projet d'EAU Bien Commun AURA. Un échange avec les participant.e.s a permis d'aborder les questions suivantes. Comment et quand s'inscrire? Comment et quand se déroule la formation? Qui sont les formateurs? Combien de temps cela prend-il? Quelles évaluations sont mises en place? Réalisons-nous des projets concrets pendant la formation? Est-ce une formation certifiante? Le webinaire a été refait le 25 septembre pour la Maison des acteurs du Paris durable.

Ce cours en ligne *Eau et Climat* propose quatre modules d'apprentissage :1. *Être sensibilisé aux enjeux de l'eau*; 2. *Devenir un praticien de l'eau (sur le terrain)*; 3. *Devenir un facilitateur de l'eau (au sein d'une communauté)*; 4. *Devenir un expert de l'eau (en pratique)*.

[Créer son compte et accéder gratuitement à la formation.](#)

### Amazonie : les rivières volantes

Daniel Hofnung, co-président de la Coordination EAU Île-de-France, a visité [l'exposition « les rivières aériennes de vapeur »](#) qui s'est terminée en août à Aquatis, le grand aquarium d'eau douce de Lausanne. En attendant une présentation en France?

## IV. Le budget 2020

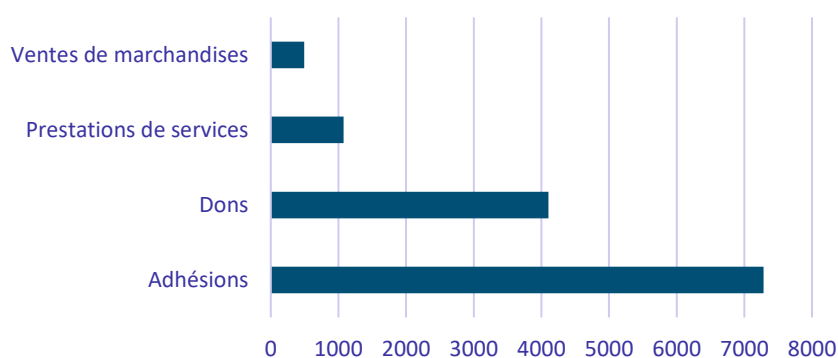
### → La provenance de nos ressources

Nos produits proviennent essentiellement de fonds publics. L'année 2020 a été marquée par la crise sanitaire qui a fortement impactée le versement des cotisations et soutien. Notre association a pu bénéficier du plan de rebond mis en place par le département de la Seine-Saint-Denis et a eu recours au Prêt Garanti par l'Etat. Le budget 2020 s'élève à 84 000 €

#### Répartition des produits 2020



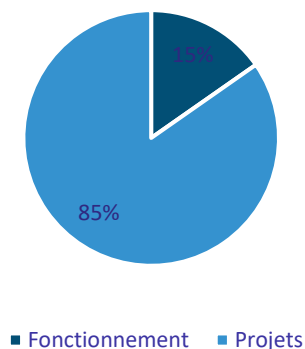
#### Produits d'exploitation et autres produits



### → Nos dépenses

L'annulation des interventions directes, due aux restrictions sanitaires, a limité fortement les coûts des charges externes, ce qui a permis de faire face à la baisse des produits subi cette année.

#### Répartition des dépenses 2020



## V. L'Équipe salariée et les volontaires en service civique

### Les salariés :



*Jean-Claude Oliva – Directeur*



*Vanessa Charlotte – Cheffe de projet, RRH*

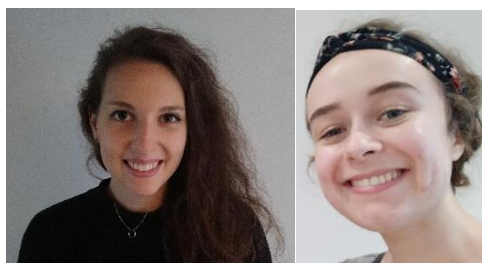
### Les Volontaires en service civique

#### *Projet Ecolo c'est Econome ! :*



*Camille Henry de septembre 2019 à juin 2020 - Justine Daveine et Simone Royer de septembre de 2020 à avril 2021*

#### *Projet Université Bleue :*



*Maud Muler et Solène Mignon de septembre 2019 à juin 2020 - Marie Héniau et Antoine Laplace de septembre de 2020 à avril 2021*



---

Mobilisation citoyenne :



*Fanny Souillot de septembre 2020 à Avril 2021*